

ARRÊTÉ MUNICIPAL PERMANENT N°2023/ 307
CRÉANT UNE PLACE DE STATIONNEMENT
POUR PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE
AU DROIT DE L'ENTRÉE DU PARKING
AU PLUS PRÈS DU N°10 RUE SAINT-FLAIVE PROLONGÉE

Le Maire d'Ermont,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment en ses articles L. 2131-1, L. 2131-2, 2°, L. 2212-1, L. 2212-2, 1°, L. 2213-2 et R. 2213-1,

Vu le Code de la route, et notamment ses articles L. 411-1, R. 110-2, R. 411-1, R. 411-8 et R. 417-11,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment son article L. 241-3,

Vu le Code pénal, et notamment son article R. 610-5,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le décret n°2010-1581 du 16 décembre 2010 modifié portant modification de certaines dispositions relatives au stationnement,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation,

Considérant l'absence de places de stationnement pour les personnes à mobilité réduite rue Saint-Flaive Prolongée ;

ARRETE

Article 1 : À compter de la publication du présent arrêté, un emplacement de stationnement réservé aux véhicules transportant des personnes handicapées et à mobilité réduite est créé au droit de l'entrée du parking, au plus près du n°10 rue Saint-Flaive Prolongée.

Article 2 : Les utilisateurs de ces emplacements réservés doivent être porteurs d'une carte mobilité inclusion « stationnement » prévue à l'article L. 241-3 du Code de l'action sociale et des familles.

Tout autre véhicule se trouvant stationné sur ledit emplacement réservé est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du Code de la route et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière par les forces de l'ordre.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa publication. Nonobstant la disposition précédente, il est opposable aux usagers à compter de la mise en place des mesures de signalisation réglementaires horizontales et verticales.

2023/307

Article 5 : Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police, Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il est possible de saisir le Tribunal administratif par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le bénéficiaire peut également saisir l'autorité compétente d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite).

Ermont, le 27 avril 2023



Xavier HAQUIN

Maire d'Ermont

Conseiller Départemental du Val d'Oise

Exécutoire en vertu de l'article R. 2131-1 du CGCT
Publié le 28/04/2023